

Distr.
LIMITED

E/CN.4/1993/WG.6/1
9 novembre 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-neuvième session
Point 23 de l'ordre du jour provisoire

Groupe de travail préliminaire à composition
non limitée sur un projet de déclaration
relative au droit et à la responsabilité
des individus, groupes ou organes de la
société de promouvoir et de protéger les
droits de l'homme et les libertés
fondamentales universellement reconnus
18-29 janvier 1993

OBSERVATIONS SUR LE TEXTE ADOPTE EN PREMIERE LECTURE

Rapport du Secrétaire général établi en application du paragraphe 5
de la résolution 1992/82 de la Commission des droits de l'homme

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 5	1
I. OBSERVATIONS GENERALES	6 - 21	1
II. OBSERVATIONS RELATIVES AU PREAMBULE	22 - 30	4
III. OBSERVATIONS RELATIVES AUX ARTICLES	31 - 96	6
A. Chapitre I	31 - 39	6
1. Article premier	33 - 34	6
2. Article 2	35 - 37	7
3. Article 3	38 - 39	7

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
B. Chapitre II	40 - 55	7
1. Article premier	46 - 48	8
2. Article 2	49	8
3. Article 3	50 - 52	8
4. Article 4	53	9
5. Article 5	54 - 55	9
C. Chapitre III	56 - 71	9
1. Article premier	57 - 60	9
2. Article 2	61	10
3. Article 3	62 - 66	10
4. Article 4	67 - 71	11
D. Chapitre IV	72 - 76	12
1. Article premier	72	12
2. Article 2	73 - 74	12
3. Article 3	75	13
4. Article 4	76	13
E. Chapitre V	77 - 96	13
1. Article premier	78 - 82	13
2. Article 2	83	14
3. Article 3	84 - 85	14
4. Article 4	86	14
5. Article 5	87 - 96	14

Introduction

1. Sur la recommandation du Groupe de travail à composition non limitée qu'elle avait chargé de préparer un projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, la Commission des droits de l'homme a, au paragraphe 5 de sa résolution 1992/82, prié le Secrétaire général de transmettre le rapport du Groupe de travail, y compris le texte du projet de déclaration adopté en première lecture aux gouvernements de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et membres des institutions spécialisées compétentes, ainsi qu'aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées, en leur demandant de faire part de leurs observations écrites sur le texte mis au point en première lecture (E/CN.4/1992/53 et Corr.1, annexe I) pour qu'elles soient examinées par le Groupe de travail à sa prochaine session.

2. Comme suite à cette demande, le Secrétaire général a adressé une note verbale et une lettre datées du 17 juin 1992, aux institutions spécialisées compétentes et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées en leur demandant de faire part de leurs observations sur le texte du projet de déclaration adopté en première lecture.

3. Au 6 novembre 1992, des réponses avaient été reçues des gouvernements des pays suivants : Australie, Cuba, Finlande, Grèce, Liechtenstein, Nigéria, République fédérative tchèque et slovaque et Venezuela ainsi que de l'Organisation internationale du Travail, de la Commission interaméricaine des droits de l'homme et de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL). Des communications ont aussi été présentées par les organisations non gouvernementales suivantes : Amnesty International, Congrès du monde islamique, Communauté internationale baha'ie, Institut international de droit humanitaire et Union internationale des étudiants.

4. Toutes les observations de fond reçues à ce jour sont résumées et reproduites ci-après par chapitre ou article dans l'ordre où ces derniers apparaissent dans le texte du projet de déclaration adopté en première lecture.

5. Les réponses supplémentaires éventuelles seront publiées dans un additif au présent document.

I. OBSERVATIONS GENERALES

6. Le Gouvernement cubain a déclaré qu'il ne lui était pas possible de formuler un avis définitif sur le texte du projet de déclaration mis au point par le Groupe de travail à composition non limitée au cours de sa session de janvier 1992 et qui figure dans le document E/CN.4/1992/53 et Corr.1, étant donné que ce texte ne donne qu'une idée très partielle de ce que pourrait être la déclaration envisagée.

7. Il fallait d'abord que le Groupe achève les travaux entrepris lors de l'examen en première lecture du projet de déclaration en question au sujet d'importantes parties de certains chapitres, notamment en ce qui concerne

trois questions cruciales sur lesquelles le Groupe n'était pas encore parvenu à se mettre d'accord en raison du caractère particulièrement polémique et contradictoire des diverses propositions formulées au cours des débats, à savoir :

a) L'importance, en général, de la législation interne de chaque pays en matière de réglementation de l'exercice des droits visés dans le projet de déclaration, conformément à l'article 29 2) de la Déclaration universelle des droits de l'homme;

b) L'importance, en particulier, des dispositions législatives nationales qui régissent les conditions d'admission des étrangers dans le pays, la constitution d'associations et d'autres organismes collectifs, l'utilisation des moyens de communication de masse, les importations de biens et produits et l'entrée dans le pays de ressources financières provenant de l'étranger pour financer les activités exercées par des individus et des organisations non gouvernementales nationales ou internationales;

c) La définition de la nature des devoirs qu'a tout individu envers la société dans laquelle il vit (devoirs qui n'ont jamais été précisés) conformément à l'article 29 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

8. Néanmoins, le Gouvernement cubain était disposé à faire quelques observations préliminaires sur le projet de déclaration sur la base de la législation nationale applicable dans tous les domaines visés dans ce projet.

9. Concernant les associations, le Gouvernement cubain était d'avis que celles-ci doivent respecter les règlements administratifs nationaux établis en la matière et que l'existence d'une simple concertation entre plusieurs individus ne suffit pas à créer une association proprement dite.

10. En conséquence, il était évident que le projet de déclaration devait non seulement mentionner le droit des individus, des groupes et des organes de la société de promouvoir et de protéger, individuellement ou collectivement, les droits de l'homme et les libertés fondamentales mais aussi établir les modalités d'exercice de ces droits ainsi que les restrictions auxquelles ils pourraient être soumis conformément à la loi nationale en vigueur en la matière.

11. S'agissant de la question controversée du financement des activités des individus, des groupes et des organes, qui ont pour objet la promotion et la protection des droits de l'homme, Cuba a estimé que seuls doivent être employés pour de telles activités les fonds et ressources provenant de sources domiciliées dans le pays où ces activités sont entreprises. Tous les envois de fonds ou autres ressources en provenance de l'étranger à cette fin doivent être soumis, sur une base non discriminatoire, aux règlements nationaux applicables à de telles transactions dans le pays en question.

12. En ce qui concerne la nature des devoirs des individus, Cuba a réaffirmé que chacun doit oeuvrer en vue de l'instauration d'un ordre social et international dans lequel les droits et les libertés énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme puissent être pleinement réalisés.

13. En conséquence, chacun doit agir conformément à ses devoirs envers la communauté à laquelle il appartient, en particulier ceux qui concernent la promotion de l'identité sociale et culturelle de celle-ci et l'autodétermination de ses membres ainsi que la réalisation de leurs droits égaux et le respect de leur pleine dignité.

14. Le Gouvernement finlandais a estimé que le projet de déclaration était une réponse de la communauté internationale à la violence et à la répression dont font l'objet les militants des droits de l'homme dans diverses parties du monde. Les instruments relatifs aux droits de l'homme adoptés et les mécanismes qui en découlent : obligation pour les gouvernements de présenter des rapports, procédures de dépôt et d'examen de plaintes individuelles et organes internationaux de surveillance ne serviront à rien du point de vue des violations les plus graves des droits de l'homme si la communauté internationale ne réagit pas avec détermination contre le fait que des organisations de défense des droits de l'homme ne peuvent exercer librement leurs activités et que des individus sont empêchés de s'informer sur leurs droits ou que des militants des droits de l'homme, des avocats et même des juges sont victimes d'agressions. Comme indiqué aussi dans la déclaration, les Etats ont toujours, au premier chef, la responsabilité de veiller, dans le cadre de leur propre système juridique, à ce que les personnes qui défendent les droits de l'homme ne soient pas persécutées. La législation pénale et les activités des tribunaux et d'autres autorités compétentes jouent un rôle important dans la mesure où elles offrent un moyen de recours contre les violations commises par des individus. La question n'était donc pas tant d'élaborer un nouvel ensemble de normes que de réaffirmer moralement les droits protégés par les instruments existants. En outre, le projet de déclaration permettrait d'établir un lien entre l'étude sur le plan juridique des questions relatives aux droits de l'homme, d'une part, et l'information et l'éducation en matière de droits de l'homme, d'autre part.

15. Le Gouvernement australien a estimé que l'expression "universellement reconnus" (actuellement placée entre crochets) qui apparaissait 14 fois dans le texte pour préciser le sens de l'expression "les droits de l'homme et les libertés fondamentales" était inutile et constituait de manière générale une restriction inacceptable au droit à la liberté de parole. A son avis, il fallait appuyer pleinement, dans le texte, le droit des peuples de défendre par des moyens pacifiques tous droits qu'ils revendiquent (par exemple défense du droit à la terre par et pour les peuples autochtones) et qui ne sont pas universellement reconnus.

16. Le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque a déclaré qu'il ne partageait pas sur ce point les préoccupations exprimées au cours des débats par certaines délégations selon lesquelles les mots "universellement reconnus" risquaient d'être interprétés de manière restrictive. Il serait donc tout à fait favorable au maintien de ces termes, qui ont été placés entre crochets dans tout le texte.

17. Le Gouvernement nigérian s'est aussi déclaré favorable au maintien des mots "universellement reconnus" dans tout le texte.

18. Le Gouvernement vénézuélien a déclaré de même qu'il importait de maintenir dans tout le texte les mots "universellement reconnus" puisqu'ils figuraient également dans l'intitulé du projet de déclaration. En outre, indépendamment du fait que les droits de l'homme sont inhérents à la personne humaine, leur existence, leur respect et leur inviolabilité ont été admis par tous les membres de la communauté internationale dans divers instruments, documents, textes et déclarations.

19. Le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque a indiqué qu'il n'avait pas de préférence particulière quant à l'ordre des alinéas du préambule ou des articles du projet. L'ordre proposé dans la version actuelle de ce dernier lui paraissait tout à fait acceptable.

20. Le Gouvernement vénézuélien a estimé que le texte du projet était trop long et contenait des redites dans plusieurs articles qui pourraient être fusionnés. Ces défauts avaient d'ailleurs été signalés par le secrétariat lui-même dans les observations de caractère technique qui figurent dans l'annexe III du document E/CN.4/1992/53. A son avis, il importait que le Groupe de travail accepte la proposition, formulée dans cette annexe, tendant à comparer les normes établies dans le projet de déclaration avec celles adoptées dans d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et à des questions connexes. Le Gouvernement vénézuélien a également déclaré qu'il ne voyait aucun inconvénient à appuyer un document de cette nature, étant donné qu'aucune des dispositions qui y étaient énoncées n'était contraire à l'ordre juridique interne de ce pays. D'ailleurs, le Venezuela avait toujours été à l'avant-garde du combat pour la défense et le respect des droits de l'homme.

21. L'Organisation internationale du Travail a signalé que sa contribution au débat s'inscrivait dans le cadre de sa composition tripartite et de son mandat qui était de promouvoir et protéger le droit des employeurs et des travailleurs de constituer des organisations pour protéger leurs intérêts économiques et sociaux ou d'y adhérer. Le projet de déclaration portait semblait-il sur des questions en rapport avec ces préoccupations et l'OIT comprenait que, sur sa forme actuelle, il visait aussi les organisations d'employeurs et de travailleurs. Il convenait donc de tenir compte des dispositions de la Constitution de l'OIT et des normes de l'OIT relatives à la liberté d'association, ainsi que des travaux de ses organes de surveillance. L'Organisation a également déclaré que la plupart des dispositions du texte adopté en première lecture n'appelaient à cet égard aucun commentaire dans la mesure où elles étaient généralement conformes aux normes de l'OIT dans ce domaine.

II. OBSERVATIONS RELATIVES AU PREAMBULE

22. Le Gouvernement australien a estimé que le préambule était trop long, vu son contenu. Il préférerait que les premier, cinquième, sixième et septième alinéas soient supprimés. Le cinquième alinéa en particulier était inutilement long et pourrait s'achever sur les mots "à l'encontre des peuples et des personnes", ce qui permettrait d'éviter la liste sélective d'exemples qui suivait.

23. Le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque partageait l'avis de certaines délégations selon lesquelles le préambule devait refléter l'essentiel de la déclaration sans répéter les principes énoncés dans d'autres instruments internationaux. S'agissant du cinquième alinéa, il doutait de la nécessité d'énumérer quelques-unes seulement des violations des droits de l'homme; une telle liste ne pourrait jamais être exhaustive et c'était aux défenseurs des droits de l'homme eux-mêmes qu'il incombait d'indiquer les situations dans lesquelles il y avait eu, selon eux, violation des droits de l'homme.

24. Le Gouvernement finlandais a observé que le préambule du projet de déclaration avait été rédigé sous la forme habituelle d'un texte qui devrait être finalement approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies. En ce qui concerne le cinquième alinéa, il fallait, à son avis, analyser plus en détail les différentes formes de violations mentionnées dans le texte et réfléchir à l'absence de mention du rôle de l'Etat. L'action des individus, telle qu'elle est évoquée dans cet alinéa, n'est souvent pas possible.

25. Le Gouvernement vénézuélien a jugé approprié l'ordre dans lequel avaient été présentés les divers alinéas du préambule.

26. Le Gouvernement nigérian a suggéré de supprimer le septième alinéa du préambule et de modifier l'ordre des autres alinéas comme suit :

Le neuvième alinéa deviendrait le premier alinéa;

Le deuxième, le troisième, le quatrième et le cinquième alinéa resteraient à la même place;

Le huitième alinéa deviendrait le sixième alinéa;

Le sixième alinéa deviendrait le septième alinéa; et

Le premier alinéa deviendrait le huitième alinéa.

27. L'Union internationale des étudiants a déclaré qu'elle s'associait aux observations formulées par la Commission internationale de juristes; il devait être indiqué plus clairement qu'il fallait entendre par les mots "promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales" qui figurent dans le document de séance 9, non seulement le respect en principe ou le respect minimum, mais aussi le respect par la mise en oeuvre effective ou le respect dans la pratique. De même, les mots "les faire connaître" signifiaient les diffuser largement; il ne s'agissait pas seulement d'une connaissance théorique ou limitée aux milieux universitaires et gouvernementaux.

28. L'UIE pensait aussi comme l'observateur du Royaume-Uni qu'il faudrait améliorer le libellé du texte proposé dans le document de séance 9 de manière à faire ressortir plus clairement l'obligation qu'ont les Etats de mettre en oeuvre les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

29. A propos du document de séance 14, l'UIE a estimé qu'il serait bon d'en réexaminer la structure parce que les situations évoquées dans l'alinéa D n'entraînaient pas nécessairement des violations massives, flagrantes ou

systématiques des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Comme l'avait dit la délégation portugaise, d'autres violations graves des droits de l'homme étaient exclues de la liste proposée telles que la torture, les disparitions forcées et les exécutions sommaires ou arbitraires. Ce texte pouvait aussi donner l'impression que l'on établissait une hiérarchie entre différentes violations des droits de l'homme. Il fallait donc éviter ce genre de liste et ramener cet alinéa à l'essentiel.

30. L'Union internationale des étudiants partageait par ailleurs les vues de la Commission internationale de juristes selon laquelle, quel que fût le libellé adopté, c'était aux victimes elles-mêmes, ainsi qu'aux défenseurs des droits de l'homme, de décider quelles étaient les violations des droits de l'homme qui méritaient de retenir plus particulièrement leur attention à tel ou tel moment, et à tel ou tel endroit.

III. OBSERVATIONS RELATIVES AUX ARTICLES

A. Chapitre I

31. Le Gouvernement australien a estimé que l'ordre dans lequel apparaissaient les articles du chapitre I représentait une progression logique.

32. Le Gouvernement nigérian a proposé de modifier cet ordre et de remanier le texte des articles comme suit :

a) L'article 3 deviendrait l'article premier et serait ainsi conçu :

"Chacun a le droit, tant individuellement qu'en association avec d'autres, de promouvoir la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales [universellement reconnus] aux niveaux national et international et de lutter dans ce sens";

b) L'article 2 resterait à la même place, mais serait modifié comme suit :

"Chaque Etat a au premier chef la responsabilité et le devoir de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales [universellement reconnus], et adopte les mesures législatives, administratives et autres qui sont nécessaires pour instaurer les conditions sociales et politiques et les garanties juridiques voulues pour assurer l'exercice des droits et libertés mentionnés dans la présente déclaration";

c) L'article premier deviendrait l'article 3.

1. Article premier

33. Le Gouvernement finlandais a noté que cet article mettait l'accent sur le fait que chacun, qu'il s'agisse d'un organisme public ou d'un particulier, a le devoir de s'abstenir de violer les droits de l'homme. En outre, l'article renforce et développe le droit et la responsabilité d'un individu de refuser de participer à des violations des droits de l'homme comme indiqué dans les principes de Nüremberg. Ce libellé est assez heureux car il montre plus

clairement que les principes de Nüremberg établis en 1950 par la Commission du droit international et les Conventions de Genève de 1949, que le devoir de s'abstenir de participer à des violations révoltantes des droits de l'homme entraîne également le droit de refuser d'y participer.

34. Pour la proposition du Gouvernement nigérian, voir plus haut, paragraphe 32 c).

2. Article 2

35. Le Gouvernement finlandais a estimé qu'il était approprié de mettre l'accent sur la responsabilité au premier chef de chaque Etat.

36. Le Gouvernement grec a proposé d'ajouter, après le mot "sociales", les mots suivants : "culturelles (plus particulièrement au niveau de l'enseignement)".

37. Pour la proposition du Nigéria, voir plus haut paragraphe 32 b).

3. Article 3

38. Le Gouvernement finlandais a trouvé judicieuse l'idée de parler autant que possible d'un droit individuel et collectif (en particulier pour les organisations non gouvernementales qui défendent les droits de l'homme) de promouvoir et de protéger les droits de l'homme.

39. Pour la proposition du Nigéria, voir plus haut paragraphe 32 a).

B. Chapitre II

40. A propos des articles premier à 4 du chapitre II, le Gouvernement finlandais a renvoyé à ses observations sur l'article 3 du chapitre I (voir ci-dessus paragraphe 38).

41. Dans ses observations générales sur le chapitre II, la Communauté internationale baha'ie a déclaré qu'à son avis, le droit à la liberté d'information qui fait l'objet du chapitre II du texte adopté est une condition indispensable à la réalisation effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous les êtres humains. La jouissance de ces libertés fondamentales est le préalable nécessaire au plein épanouissement des capacités et du potentiel inhérents à chaque individu et à la préservation de son honneur et de sa dignité en tant que créature de Dieu. Pour exercer ses droits, il faut d'abord les connaître; sans information, aucune action n'est possible.

42. Fait plus important encore, sur lequel le projet de déclaration, en particulier l'article 5 du chapitre II, met l'accent, l'enseignement des droits fondamentaux de l'homme permet à chaque individu de mieux comprendre les droits d'autrui. Chacun peut ainsi s'attacher personnellement à promouvoir une éthique communautaire - dans son village, sa ville, sa région, son pays et dans le monde entier - qui encourage les uns et les autres à se respecter mutuellement et à défendre les principes fondamentaux de la dignité de l'homme.

43. De l'avis des Baha'is en effet, s'il est vrai que des politiques gouvernementales éclairées et des garanties juridiques sont indispensables pour protéger les droits de l'homme, l'exercice des droits de l'homme dans la vie quotidienne dépend toutefois, en dernier ressort, de la façon dont chacun est traité par son prochain. Lorsque chacun sera accueilli à bras ouverts aussi bien par des étrangers que par sa famille comme un membre d'une seule famille humaine, indépendamment de la couleur de sa peau, de ses convictions religieuses ou de tout autre motif extérieur pour lequel une personne peut être injustement l'objet de préjugés, alors les droits de l'homme ne seront plus un idéal dans l'abstrait. Ils deviendront un élément tangible de l'existence quotidienne de chaque individu.

44. Les Baha'is sont convaincus que pour faire bon accueil à son prochain et le traiter avec compassion et un respect sincère, il faut aimer profondément l'humanité. Cet amour ne doit pas être forcé mais peut se développer grâce à l'éducation qui fait découvrir la multitude de preuves scientifiques, sociologiques et spirituelles qui montrent que l'humanité - dont la diversité physique et culturelle est un atout - constitue une espèce unique et une seule famille humaine.

45. En conséquence, dans l'optique baha'ie, le droit à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme énoncé à l'article 5 du chapitre II revêt une importance particulière car cette éducation est le meilleur moyen non seulement de faire connaître les droits de l'homme en général mais aussi d'instaurer un ordre social stable et solidaire dans lequel les droits de l'homme puissent être une réalité quotidienne pour chaque individu.

1. Article premier

46. Le Gouvernement australien a déclaré qu'à l'article premier, il préférerait que l'on garde les mots "des autres" qui lui paraissent plus élégants et peut-être moins restrictifs dans la pratique que les mots "de tous les autres membres de la communauté".

47. De l'avis du Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque, les mots "des autres" qui apparaissent entre crochets dans l'article premier sont conformes à la philosophie des droits de l'homme énoncée dans la Charte internationale des droits de l'homme. Il est donc partisan du maintien de ces mots et de la suppression des crochets dans le texte de cet article.

48. Le Gouvernement nigérian a proposé de supprimer les mots "ainsi que de ceux [des autres]", dans l'article premier.

2. Article 2

49. Il n'a pas été reçu d'observations sur cet article.

3. Article 3

50. Le Gouvernement australien a indiqué qu'il préférerait que l'on garde le membre de phrase placé entre crochets dans le texte car cela mettrait en relief le caractère universel du droit reconnu. Dans la version anglaise, on améliorerait le libellé de ce membre de phrase en remplaçant le mot "on" par le mot "to".

51. Le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque a déclaré qu'il appuyait le maintien des mots placés entre crochets dans l'article 3.

52. Le Gouvernement nigérian a également estimé qu'il fallait garder les mots placés entre crochets.

4. Article 4

53. Il n'a pas été reçu d'observations sur cet article.

5. Article 5

54. Pour le Gouvernement finlandais, le paragraphe 2 de cet article n'est pas satisfaisant. Puisqu'il vise à préciser en quoi consiste le devoir de l'Etat dont il est question au paragraphe 1, il devrait être beaucoup plus détaillé. Ainsi il faudrait compléter les mesures envisagées à l'alinéa a) en mentionnant la diffusion d'informations sur les recours juridiques nationaux et internationaux existants (par exemple en ajoutant la phrase suivante : ... et des procédures de dépôt et d'examen des plaintes et des autres recours nationaux et internationaux disponibles). Les articles premier et 2 du chapitre IV n'excluent pas la possibilité de reformuler ce paragraphe qui porte spécifiquement sur le droit d'un individu d'obtenir des informations. L'alinéa b) a, quant à lui, été rédigé d'une façon qui reflète la participation passive de l'Etat ("le plein accès sur une base d'égalité") alors que l'on pourrait parler du devoir de l'Etat d'agir concrètement pour faire connaître, publier et même traduire les documents internationaux relatifs aux droits de l'homme.

55. Le Gouvernement grec a proposé d'ajouter au paragraphe 3 de l'article 5, après les mots "à tous les niveaux de l'enseignement" le membre de phrase suivant : "y compris par la formation des professeurs chargés d'enseigner les droits de l'homme dans l'enseignement primaire et secondaire".

C. Chapitre III

56. Dans ses observations sur la question des contributions financières, l'Union internationale des étudiants a déclaré qu'elle était d'accord avec la proposition faite en 1991 par le Portugal et la Suède tendant à ce que les activités de collecte de fonds ne soient pas interdites aux individus et aux groupes. Le texte proposé par le Président/Rapporteur à la 13ème séance du Groupe de travail en 1992 (document de séance 21) était à son avis le plus complet et le plus exact.

1. Article premier

57. Le Gouvernement finlandais a estimé que pour donner plus de cohérence au texte du projet de déclaration, il vaudrait mieux utiliser dans cet article l'expression "dans l'exercice du droit de ..." qui figure au début de l'article premier du chapitre IV.

58. L'Organisation internationale du Travail a noté que l'article premier du chapitre III du projet exprimait le droit à la liberté d'association énoncé dans la Convention No 87 de l'OIT concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical. Pour assurer une plus grande conformité avec les dispositions de cette convention, elle a proposé d'ajouter à l'alinéa b) les mots suivants : "de leur choix, sans autorisation préalable," après les mots "non gouvernementaux" pour reprendre ainsi les termes de l'article 2 de la Convention No 87 et du paragraphe 1 a) de l'article 8 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

59. De l'avis de l'OIT, il serait peut-être souhaitable d'insérer dans ce chapitre une disposition comparable à celle qui figure au paragraphe 1 c) de l'article 8 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels concernant le droit qu'ont les organisations d'exercer librement leur activité, "sans limitations autres que celles qui sont prévues par la loi et qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale ou de l'ordre public, ou pour protéger les droits et les libertés d'autrui". Des dispositions analogues figurent aux articles 3 et 8 de la Convention No 87. Il est vrai qu'une disposition de ce type figure à l'article 3 du chapitre V du projet mais celle-ci serait peut-être plus à sa place dans le chapitre qui a trait à la constitution d'organisations.

60. Amnesty International a proposé de compléter le texte de cet article en y énonçant clairement le droit d'appeler l'attention du public sur des questions pertinentes relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme au niveau aussi bien international que national. Ce serait tout particulièrement valable pour l'article 3 du chapitre III de même que pour l'article 2 a) du chapitre IV où l'idée de soulever des questions au niveau international est déjà en partie implicite dans la référence aux organes internationaux compétents. Amnesty International a pensé que le plus simple serait dans ce cas d'ajouter un nouvel alinéa d) à l'article premier du chapitre III, qui serait ainsi conçu : "de diffuser des informations et d'appeler l'attention du public sur les questions relatives aux droits de l'homme par d'autres moyens pacifiques".

2. Article 2

61. Le Gouvernement finlandais a estimé que la mention dans le projet de déclaration du droit de participation était un bon point. On pourrait peut-être préciser le sens du mot "gouvernement" ou alors employer une autre expression.

3. Article 3

62. Le Gouvernement australien a estimé qu'une bonne solution de compromis serait peut-être d'ajouter les mots "ou l'incitation à de telles violations" à la fin de l'article.

63. Le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque a estimé que la protection des droits de l'homme contre toute atteinte de la part des Etats et de leurs institutions devrait être une préoccupation prioritaire

lors de l'élaboration du projet de déclaration. De plus, c'est l'Etat qui devrait être responsable au premier chef de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales contre les activités de groupes privés ou de particuliers leur portant atteinte. A son avis, le projet d'article 3 répond tout à fait à cette préoccupation.

64. Le Gouvernement nigérian a dit qu'il faudrait conserver l'article 3 en le modifiant comme suit : "[Chacun a le droit, tant individuellement qu'en association avec d'autres, de participer à des activités pacifiques pour lutter contre les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales [perpétrées par tout Etat, groupe ou individu]]".

65. Le Gouvernement vénézuélien a estimé que le texte de l'article 3 mis au point par le Groupe de travail était plus clair et plus concis que la variante proposée à la page 35 du rapport.

66. Amnesty International a suggéré de compléter aussi le texte de cet article en y énonçant clairement le droit d'assister aux procès au niveau international comme cela est déjà prévu au niveau national à l'article 2 d) du chapitre IV. Pour ce faire, le mieux serait d'ajouter au chapitre III un article 3 bis ainsi conçu : "Chacun a le droit d'assister en qualité d'observateur international aux audiences des tribunaux et aux procès publics dans tout pays pour en évaluer l'équité et la conformité avec les normes nationales et internationales, étant entendu que ces procédures ou procès ne pourront avoir lieu à huis clos que dans les conditions prévues par la loi et conformément aux obligations découlant du droit international et aux engagements internationaux.

4. Article 4

67. Le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque a tenu à souligner l'importance du droit qu'ont les défenseurs des droits de l'homme de solliciter, de recevoir et d'utiliser des contributions volontaires, financières et autres, comme indiqué dans le projet d'article 4, afin de garantir leur indépendance et leur liberté d'action dans le domaine de la protection des droits de l'homme. Ce droit ne devrait être soumis à aucune restriction inutile, que les contributions en question proviennent du pays concerné ou de l'étranger. Le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque serait donc très favorable au maintien des mots placés entre crochets dans les deux phrases du projet d'article 4.

68. De l'avis du Gouvernement finlandais, la question des contributions financières aux activités de promotion des droits de l'homme, en particulier des contributions provenant de l'étranger, est sans aucun doute un point assez délicat. A cet égard, le projet est plus que satisfaisant, quoique le mot "seul" dans l'expression "dans le seul but" à l'avant-dernière ligne de la première phrase puisse être interprété comme une justification d'un contrôle par les autorités.

69. Le Gouvernement nigérian a proposé une variante pour la deuxième phrase de l'article 4 qui serait ainsi conçue : "Les contributions provenant de l'étranger seront soumises, sur une base non discriminatoire, à la législation nationale applicable à l'entrée des fonds, des biens et des services".

70. De l'avis du Gouvernement vénézuélien, le texte entre crochets de la première phrase est acceptable si on supprime les mots "devraient avoir". En ce qui concerne la deuxième phrase, la variante proposée à la page 35, paragraphe 3, du rapport lui paraît plus appropriée.

71. L'Organisation internationale du Travail a déclaré préférer que l'on garde un texte général qui reflète la jurisprudence des organes de surveillance de l'OIT concernant le droit des syndicats de recevoir des fonds provenant de l'étranger, dont il ressort que le droit de solliciter et de recevoir des fonds est un corollaire du droit de chacun d'adhérer à des organisations internationales de travailleurs ou d'employeurs. De plus amples renseignements pourraient être fournis sur ce point au besoin. L'Organisation a estimé que dans le même paragraphe, on pourrait peut-être reformuler le membre de phrase commençant par "dans le seul but" afin d'indiquer que ces contributions serviront en général à financer les activités légitimes de ces individus, groupes et associations, étant donné que le libellé actuel pourrait être interprété de manière trop restrictive.

D. Chapitre IV

1. Article premier

72. Le Gouvernement nigérian a déclaré que les droits de l'homme visés au début de cet article et dans toute la déclaration étaient de toute évidence les mêmes que les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus. Il a donc proposé la variante suivante :
"Dans l'exercice du droit de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, chacun a le droit de bénéficier d'une protection et de disposer de recours effectifs en cas de violation desdits droits".

2. Article 2

73. Selon le Gouvernement finlandais, les conditions énoncées à l'alinéa b) sont peut-être trop rigoureuses étant donné que même la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales n'exige pas qu'une plainte soit examinée par une autorité judiciaire indépendante dans tous les cas où une personne estime que ses droits ont été violés (voir le paragraphe 1 de l'article 6 et l'article 13 de la Convention). La Finlande a estimé que les commentaires de l'Allemagne sur le fond et la forme de cet article étaient justifiés. D'après le libellé actuel, chacun aurait le droit de porter plainte pour violation des droits de l'homme - il ne serait pas nécessaire d'être directement affecté ni même d'avoir une raison indirecte de faire valoir un droit d'agir. Il est en fait normal, en cas de violation des droits de l'homme, que des recours légaux soient ouverts aussi bien aux parties concernées qu'à des tiers étant entendu que ces derniers n'auraient pas accès à ces recours dans une mesure aussi large que les premières.

74. Le Gouvernement nigérian a proposé pour l'alinéa b) de l'article 2 la variante suivante :

"b) de porter plainte devant une autorité indépendante, impartiale et compétente, judiciaire ou autre, établie par la loi qui devra examiner rapidement cette plainte et statuer en audience publique."

3. Article 3

75. Le Gouvernement finlandais a estimé que la proposition de la Commission internationale de juristes était justifiée.

4. Article 4

76. De l'avis du Gouvernement finlandais, dans cet article le groupe cible est défini de façon trop vague ("les individus ou les groupes dont l'activité professionnelle ou l'occupation peut affecter la jouissance des droits de l'homme"). Le texte gagnerait en compréhension si l'on précisait qui sont ces individus ou ces groupes notamment en donnant quelques exemples d'activités professionnelles.

E. Chapitre V

77. A propos de la question du rôle de la législation nationale, l'Union internationale des étudiants a estimé qu'il faudrait énoncer clairement dans le texte le principe du respect de la législation nationale mais qu'il est important également de tenir compte de la nécessité d'éviter de créer une sorte "d'immunité interne". L'Union internationale des étudiants partageait à cet égard l'avis d'Amnesty International, la législation nationale était en effet parfois contraire aux normes internationales, comme l'attestaient les préoccupations que l'apartheid suscitait à l'ONU. Comme l'avait déclaré l'observateur de la Commission internationale de juristes, il n'y avait pas lieu d'introduire des dispositions restrictives précises dans un texte qui cherchait surtout à faciliter la promotion des droits de l'homme par les individus et les groupes. Par conséquent, pour l'Union internationale des étudiants, le texte proposé pour le paragraphe A bis (paragraphe 122 du rapport pour 1992) était le plus approprié.

1. Article premier

78. Le Gouvernement australien a déclaré qu'il préférerait que l'on garde les mots placés entre crochets car ils englobaient davantage de choses.

79. Le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque a indiqué qu'il n'avait pas d'objection à ce que l'on garde les mots placés entre crochets.

80. Le Gouvernement nigérian a estimé également qu'il fallait garder les mots placés entre crochets.

81. Selon le Gouvernement vénézuélien, il convenait de garder les mots placés entre crochets de façon à prendre en compte tous les autres instruments relatifs aux droits de l'homme.

82. L'Organisation internationale du Travail a déclaré qu'elle serait favorable au maintien des mots placés entre crochets. Il lui paraît essentiel de mentionner les autres instruments internationaux qui ont été adoptés afin d'éviter tout risque de conflit avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme adoptées par l'OIT ainsi qu'avec d'autres normes relatives aux droits de l'homme adoptées par l'Organisation des Nations Unies elle-même.

L'Organisation a rappelé à cet égard l'article 8 3) du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et l'article 22 3) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui contiennent tous deux une clause de garantie encore plus explicite de la Convention No 87 de l'OIT.

2. Article 2

83. Il n'a pas été reçu d'observations sur cet article.

3. Article 3

84. Le Gouvernement finlandais a déclaré que ce type de clause restrictive était acceptable à condition d'en étoffer le libellé. Les deux premières des trois conditions principales pour l'imposition de limitations aux droits énoncés dans les instruments relatifs aux droits de l'homme (à savoir qu'elles soient établies par la loi, qu'elles aient un but légitime et qu'elles soient nécessaires dans une société démocratique) ont été incorporés dans le texte alors que la troisième n'apparaît pas très clairement. Elle devrait figurer explicitement dans le projet car c'est la seule qui permette de soumettre l'imposition et l'application de restrictions au principe de la proportionnalité. Il conviendrait par conséquent d'ajouter dans le texte de l'article les mots "nécessaire dans une société démocratique". Il faudrait par ailleurs revoir la phrase "et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique" et soit la supprimer, soit la remanier. Il importe qu'il n'y ait pas de divergences entre la terminologie des différents accords et que dans ce projet aussi soient employés les termes qui figurent par exemple dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

85. L'Organisation internationale du Travail a exprimé l'avis que ce texte serait peut-être plus à sa place dans le chapitre qui traite de la constitution des organisations (voir plus haut paragraphe 59).

4. Article 4

86. Il n'a pas été reçu d'observations sur cet article.

5. Article 5

87. Le Gouvernement australien a reconnu que l'article 5 a trait à une question controversée. La première phrase, en particulier, qui est placée entre crochets, introduit la notion de devoirs de l'individu. Il est à craindre que cette disposition soit utilisée pour interpréter les articles précédents d'une manière qui serait contraire au but de la déclaration, laquelle est axée sur les droits dont chacun jouit, individuellement ou en association avec d'autres et exhorte les Etats à prendre certaines mesures concrètes. L'article 5 serait plus acceptable si cette première phrase était supprimée.

88. Le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque a déclaré qu'il n'avait aucune objection à ce que l'on garde les mots placés entre crochets.

89. Selon le Gouvernement finlandais, les articles premier, 3 et 4 de ce chapitre définissaient avec suffisamment de clarté les obligations des individus et des groupes. Même si l'article 5 s'inspirait de l'une des dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il fallait peut-être envisager de ne pas l'inclure dans un texte destiné au XXI^e siècle. Si l'on ne voulait pas le supprimer totalement, alors la variante proposée à la page 39 du rapport (par. 3) paraissait la plus appropriée.

90. Le Gouvernement nigérian a proposé que l'on remplace les trois phrases placées entre crochets par les variantes proposées à la page 39 du rapport (par. 6).

91. Le Gouvernement vénézuélien a déclaré qu'il appuyait la proposition tendant à conserver la première phrase de l'article 5 et à supprimer les deux suivantes étant donné qu'elles ne faisaient que répéter ce qui était déjà dit dans d'autres articles.

92. L'Organisation internationale du Travail a fait observer que si l'on gardait la première phrase de l'article 5, il faudrait peut-être préciser le sens du mot "la communauté".

93. La Communauté internationale baha'ie a estimé que l'article 5 constituait l'une des dispositions les plus importantes du projet de déclaration. Elle a souligné, entre autres, que la réalisation des droits de l'homme suppose non seulement une action du gouvernement ou l'absence d'intervention injustifiée du gouvernement ou d'oppression mais aussi l'instauration d'un ordre social progressif à partir de la base et le développement de nouveaux modes de relations entre les être humains. Elle exige une nouvelle prise de conscience de la réalité de l'unité de l'homme et l'élaboration d'un concept global de la communauté qui s'étende de la famille aux villages, aux villes et localités et aux nations, et ce qui est plus important encore, qui aille jusqu'aux limites de la planète elle-même */.

94. La Communauté internationale baha'ie a déclaré qu'elle appuyait dans ses lignes générales le texte proposé pour l'article 5. Cependant, celui-ci pourrait à son avis : a) énoncer de façon plus explicite la responsabilité qu'a chaque individu de promouvoir le bien-être d'autrui ainsi que de la communauté dans son ensemble; b) reconnaître que le concept de "communauté" doit englober tous les niveaux de la société y compris la communauté mondiale si l'on veut que les droits de l'homme deviennent une réalité et, c) pour être conforme avec le titre du projet de déclaration, reconnaître que la promotion du respect des droits de l'homme n'est pas uniquement un droit ainsi qu'il ressort d'au moins une proposition dont a été saisi le Groupe de travail ou seulement une responsabilité mais à la fois l'un et l'autre.

*/ Le texte intégral des observations présentées par la Communauté internationale baha'ie peut être consulté dans les archives du secrétariat.

95. La Communauté internationale baha'ie se rend bien compte que le Groupe de travail a déjà beaucoup travaillé pour parvenir à un accord sur les éléments essentiels du projet de déclaration. C'est la raison pour laquelle elle ne fait que des suggestions qui permettent de garder autant que possible le libellé actuel du texte.

96. Dans cette optique et compte tenu des considérations qui précèdent, la Communauté internationale baha'ie a proposé de modifier le texte de l'article 5 comme suit :

a) Remplacer la deuxième phrase par la suivante :

"Chacun, individuellement et en association avec d'autres, A LE DROIT ET LA RESPONSABILITE de promouvoir le BIEN-ETRE ET le RESPECT des droits, des libertés, de l'identité et de la dignité humaine de tous les autres membres de SA COMMUNAUTE AUX NIVEAUX LOCAL, NATIONAL ET INTERNATIONAL, ainsi que DE PROMOUVOIR LE BIEN-ETRE ET LE RESPECT de l'identité de CES COMMUNAUTES dans leur ensemble." (Ajouts en majuscules.)

b) Remplacer la troisième phrase par la suivante :

"L'instauration d'un ordre social, AUX NIVEAUX LOCAL, NATIONAL ET INTERNATIONAL, dans lequel les droits et libertés énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme puissent être pleinement réalisés est la responsabilité de chacun." (Ajouts en majuscules.)
